

Wanneer de termijnen die zijn vastgesteld in het eerste lid worden overschreden, brengen de verschuldigde voorschotten verwijlinteressen op tegen het percentage van de gemiddelde bankinterest zoals vastgesteld door de Nationale Bank, van rechtswege en zonder voorafgaande ingebrekestelling.

Art. 17. 1° Vóór het eind van elk jaar bepaalt het College per erkende dienst voor het volgende jaar een jaarlijks maximaantal subsidieerbare prestatie-uren voor de gesubsidieerde diensten.

2° Voor de erkende diensten wordt dit contingent berekend op basis van het aantal gesubsidieerde uren in elke dienst op 31 december van het voorgaande jaar, vermenigvuldigd met een door het College vastgestelde coëfficiënt.

3° Vóór het eind van de maand februari van elk jaar kunnen de uren, die zijn voorzien in het contingent van het voorgaande jaar en die niet zijn opgebruikt door een dienst, bij besluit van het College worden verdeeld tussen de verschillende diensten.

4° Het College bepaalt het aantal gesubsidieerde prestatie-uren van de dienst waarmee het een principiële akkoord heeft gesloten.

5° De door het College vastgestelde contingenten zijn onderworpen aan het advies van de Adviesraad.

Art. 18. Worden opgeheven :

1° het besluit van het College van 23 maart 1995 houdende regeling van de erkenning voor diensten voor gezins- en bejaardenhulp en de toekenning van subsidies aan deze diensten;

2° het besluit van het College van 13 april 1995 tot vaststelling van het tarificatiesysteem voor de bijdrage van de persoon die hulp krijgt van de erkende dienst voor gezins- en bejaardenhulp.

Art. 19. 1° De diensten die zijn erkend vóór de inwerkingtreding van dit decreet worden geacht te zijn erkend tot de duur van hun erkenning afloopt.

2° In afwijking van artikel 5, 4°, kan de dienst die erkend is vóór de inwerkingtreding van dit decreet en waarvan de actieradius beperkt is tot één gemeente, zijn activiteiten blijven uitoefenen op het grondgebied van die gemeente en de hernieuwing van de erkenning onder dezelfde voorwaarden verkrijgen.

Art. 20. Het College stelt de datum van de inwerkingtreding van dit decreet vast.

Verklaren dit decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 27 mei 1999.

H. HASQUIN,

Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie,
belast met Begroting, de Betrekkingen met de Franse Gemeenschap
en het Waalse Gewest alsook met de Internationale betrekkingen

Ch. PICQUE,

Lid van het College, belast met Bijstand aan Personen

D. GOSUIN,

Lid van het College, belast met Cultuur, Sport en Toerisme

E. ANDRE,

Lid van het College, belast met Beroepsopleiding en de Permanente Opleiding van de Middenklasse

E. TOMAS,

Lid van het College, belast met Gezondheid,
Beroepsomscholing en Bijscholing, Onderwijs, Sociale Promotie, Leerlingenvervoer en Openbaar Ambt



F. 99 — 1864

[C - 99/31261]

27 MAI 1999. — Décret relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil (1)

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté le 10 mai 1999 et Nous, Collège, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent décret règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu des articles 138 et 178 de la Constitution.

CHAPITRE II. — *Des missions*

Art. 2. La maison d'accueil a pour missions l'accueil, l'hébergement et l'aide psychosociale adaptée aux bénéficiaires afin de promouvoir leur autonomie, leur bien-être physique et leur réinsertion dans la société.

On entend par bénéficiaires : les adultes, les mineurs émancipés, les mères mineures, les mineures enceintes, caractérisés par une fragilité relationnelle, sociale ou matérielle se trouvant dans l'incapacité de vivre de manière autonome, ainsi que les enfants à charge qui les accompagnent.

On entend par enfants à charge, les enfants dont les bénéficiaires s'occupent habituellement.

CHAPITRE III. — *De l'agrément*

Art. 3. Pour être agréée, une maison d'accueil doit respecter les conditions suivantes :

- 1° être constituée sous la forme d'association sans but lucratif ou au sein d'une association sans but lucratif;
- 2° remplir les missions définies à l'article 2 auprès des bénéficiaires sans distinction d'origine, d'opinion politique, philosophique, religieuse ou d'orientation sexuelle;
- 3° bénéficier d'un avis favorable de l'Office de la Naissance et de l'Enfance pour les catégories 2 et 3 visées à l'article 4;
- 4° établir, en collaboration avec le personnel, un projet collectif de la maison selon un canevas fixé par le Collège;
- 5° conclure avec chaque bénéficiaire un projet d'insertion personnalisé décrivant les objectifs à atteindre par le bénéficiaire et les moyens à mettre en œuvre pour cette réalisation. Le projet d'insertion doit prévoir une programmation de sa réalisation dans le temps. Si la maison d'accueil héberge aussi des enfants, le projet d'insertion du bénéficiaire doit comporter une partie spécifique précisant le projet éducatif à destination des enfants. Le modèle de projet d'insertion est fixé par le Collège;
- 6° respecter les normes minimales d'encadrement fixées par le Collège.

Ces normes sont calculées sur base de la capacité maximale d'accueil définie à l'article 4. Elles concernent la quantité et la qualité du personnel occupé par la maison d'accueil;

7° établir un règlement d'ordre intérieur de la maison d'accueil selon le modèle fixé par le Collège;

8° respecter les normes architecturales fixées par le Collège.

Ces normes concernent notamment :

la sécurité et l'hygiène,

l'entretien, le chauffage et l'éclairage du bâtiment,

les installations sanitaires,

la surface et le nombre des chambres collectives et individuelles, des locaux de séjour et des salles de jeux;

9° transmettre à l'administration, au plus tard le 31 mai de l'année suivant l'exercice concerné, un rapport d'activités approuvé par l'Assemblée Générale. Le rapport d'activités doit être conforme au modèle fixé par le Collège;

10° tenir une comptabilité par année budgétaire selon le modèle du plan comptable normalisé de l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif au compte annuel des entreprises;

11° établir des conventions en collaboration avec les services ou institutions nécessaires à l'accomplissement des missions des maisons d'accueil et pouvant aider le bénéficiaire dans ses difficultés;

12° demander une participation financière au bénéficiaire selon ses ressources et selon les modalités fixées par le Collège;

13° exiger des institutions ou pouvoirs publics qui confient un bénéficiaire à la maison d'accueil une intervention financière selon les modalités définies par le Collège;

14° accepter la vérification de l'application du présent décret par les agents désignés par l'administration, en leur garantissant un libre accès aux locaux et la possibilité de consulter sur place les pièces et documents nécessaires à leur mission;

15° accepter le contrôle de l'inspection pédagogique de l'Office de la Naissance et de l'Enfance pour les catégories 2 et 3 visées à l'article 4.

Art. 4. Une maison d'accueil peut être agréée pour une ou plusieurs des catégories d'activité suivantes :

catégorie 1 : accueil d'adultes isolés

catégorie 2 : accueil d'adultes isolés avec enfants

catégorie 3 : accueil de familles

Une capacité maximale d'accueil est déterminée pour chaque catégorie d'activité lors de l'agrément.

Art. 5. Le Collège accorde l'agrément pour une durée de cinq ans renouvelable.

L'agrément peut être demandé pour une ou plusieurs des catégories citées à l'article 4.

Une demande de modification d'agrément doit être introduite pour changer de capacité, de catégories ou de locaux.

L'agrément peut être retiré si les dispositions du présent décret ne sont plus respectées.

La mention de l'agrément doit être affichée à un endroit visible et doit figurer sur tous les documents, affiches ou publications de la maison d'accueil. Peuvent seules porter l'appellation « maison d'accueil », les maisons d'accueil agréées conformément au présent décret.

Art. 6. La demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément est introduite par les personnes habilitées à représenter la maison d'accueil, selon les modalités arrêtées par le Collège.

Le Collège arrête la procédure relative à l'octroi, au refus, au retrait et au renouvellement d'agrément ainsi que la procédure de modification d'agrément.

CHAPITRE IV. — *Du subventionnement*

Art. 7. §. 1 Dans les limites des crédits disponibles, le Collège accorde, conformément aux dispositions du présent décret, des subventions aux maisons d'accueil agréées.

Le montant de la subvention est lié à la catégorie dans laquelle la maison est agréée et à ses possibilités d'accès pour les bénéficiaires.

§.2 Les subventions sont destinées à couvrir, d'une part, des frais de rémunération du personnel, des frais de fonctionnement et, d'autre part, des frais d'infrastructures de la maison d'accueil selon les critères et les modalités fixés par le Collège.

Les frais de personnel comprennent les salaires mensuels, les charges patronales, les montants dus pour congés payés, la prime de fin d'année et la prime de pénibilité.

Art. 8. Des avances trimestrielles égales au quart de la subvention annuelle pour les trois premiers trimestres et au cinquième de la subvention annuelle pour le dernier trimestre sont liquidées au plus tard le 15 février de l'année en cours pour le premier trimestre, le 15 mai pour le second trimestre, le 15 août pour le troisième trimestre, le 15 novembre pour le quatrième trimestre.

Le solde annuel est liquidé au plus tard le 31 octobre de l'année civile suivant l'exercice concerné.

Passées les échéances fixées aux alinéas 1 et 2, les avances ou le solde restant dus portent intérêts de retard aux taux de l'intérêt bancaires moyen, tel que fixé par la Banque nationale, de plein droit et sans mise en demeure préalable.

Art. 9. La maison d'accueil transmet à l'administration au plus tard le 31 mai de l'année civile suivant l'exercice concerné, le bilan et le compte de recettes et de dépenses approuvés par l'Assemblée Générale ainsi que les pièces justificatives relatives aux frais de personnel. Toutes autres pièces justificatives nécessaires à la vérification de l'utilisation de la subvention sont tenues à disposition de l'administration.

CHAPITRE V

Art. 10. Sera punie d'une amende de 1.000 francs à 2.000 francs toute personne physique qui, même en tant qu'organe ou préposée d'une personne morale, utilise l'appellation « maison d'accueil », et cela en violation de l'article 5.

CHAPITRE VI. — Dispositions transitoires et finales

Art. 11. En dérogation au chapitre III, les institutions suivantes sont agréées de plein droit dès l'entrée en vigueur du présent décret, pour une durée transitoire prenant fin un an après l'entrée en vigueur des arrêtés pris en exécution des articles 3 et 6 :

1° Œuvre de l'hospitalité, Home Baudouin :	catégorie 1
2° Armée du Salut, Home Fabiola :	catégorie 1
3° Accueil Montfort :	catégorie 1, 3
4° Centre de Prévention des Violences Conjugales et Familiales :	catégorie 1, 2
5° La Source d'Espoir :	catégorie 1, 2, 3
6° Les Petits Riens :	catégorie 1
7° L'ilôt 1 :	catégorie 1, 2, 3
8° L'ilôt 2 :	catégorie 1
9° Le Chant d'Oiseau :	catégorie 1, 2
10° Les Trois Pommiers :	catégorie 1, 2
11° Armée du Salut, La Maison de la Mère et de l'Enfant :	catégorie 2, 1
12° Œuvre de l'hospitalité, Home Victor Du Pré :	catégorie 1, 2
13° Chèvrefeuille :	catégorie 2, 3

Six mois avant le terme de cette période d'agrément, ces institutions peuvent introduire une demande de renouvellement d'agrément selon les conditions et les modalités prévues au chapitre III.

Art. 12. Le décret de la Communauté française du 27 octobre 1994 relatif aux centres d'accueil pour adultes est abrogé.

Les mesures d'exécution arrêtées en vertu du décret du Conseil de la Communauté française du 27 octobre 1994 relatif aux centres d'accueil pour adultes, restent en vigueur jusqu'au moment où elles seront modifiées ou abrogées par le Collège de la Commission communautaire française.

Art. 13. Le Collège arrête les mesures d'exécution du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 27 mai 1999.

Le Président du Collège de la Commission communautaire française,
chargé du Budget, des Relations avec la Communauté française et la Région wallonne,
ainsi que des Relations internationales,

H. HASQUIN

Le Membre du Collège, chargé de l'Aide aux Personnes,

Ch. PICQUE

Membre du Collège, chargé de la Culture, du Sport et du Tourisme,

D. GOSUIN

Membre du Collège, chargé de la Formation professionnelle
et permanente des Classes moyennes,

E. ANDRE

Membre du Collège, chargé de la Santé, de la Reconversion
et du Recyclage professionnels, de l'Enseignement, de la Promotion sociale,
du Transport scolaire et de la Fonction publique,

E. TOMAS

—
Note

(1) *Session ordinaire 1998-1999*

Documents de l'Assemblée. — Projet de décret : doc. 79 (1998-1999) n° 1 - Rapport : doc. 54/79 (1998-1999) n° 2.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption : séance du 10 mai 1999.

VERTALING

N. 99 — 1864

[C - 99/31261]

27 MEI 1999. — Decreet betreffende de toekenning van de erkenning en van subsidies aan de opvangtehuizen (1)

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft op 10 mei 1999 aangenomen en Wij, College, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit decreet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet krachtens artikelen 138 en 178 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Opdrachten*

Art. 2. Het opvangtehuis heeft als doel de opvang, het onderbrengen en de gepaste psychosociale bijstand van de begunstigden met het oog op hun grotere autonomie, hun fysiek welzijn en hun herinschakeling in de maatschappij.

Onder begunstigden verstaan we : de volwassenen, de meerderjarig verklaarde minderjarigen, de minderjarige moeders, de zwangere minderjarigen, die relationeel, sociaal of materieel kwetsbaar zijn en onmogelijk autonoom kunnen leven, alsook de kinderen die zij ten laste hebben.

Onder kinderen ten laste verstaan we de kinderen waarover de begunstigden zich gewoonlijk ontfermen.

HOOFDSTUK III. — *Erkenning*

Art. 3. Om te worden erkend, moet een opvangtehuis voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° opgericht zijn in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk of in de schoot van een vereniging zonder winstoogmerk;

2° de in artikel 2 beschreven taken vervullen bij de begunstigden zonder onderscheid in herkomst, politieke mening, filosofie, religie of sexuele geaardheid;

3° een gunstig advies krijgen van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » voor de categorieën 2 en 3 bedoeld in artikel 4;

4° in samenwerking met het personeel, een collectief project uitwerken voor het tehuis op basis van een schema dat is vastgesteld door het College;

5° met iedere begunstigde een project uitwerken voor de persoonlijke herinschakeling en hierbij de doelstellingen bepalen die de begunstigde moet nastreven en de middelen die hiervoor zijn vereist. De herinschakeling moet geprogrammeerd zijn in de tijd. Als het opvangtehuis ook kinderen onderdak biedt, moet in het herinschakelingsproject van de begunstigde ook een specifiek luik voorzien zijn voor de opvoeding van de kinderen. Het model van de herinschakeling is vastgelegd door het College;

6° de door het College vastgelegde minimale begeleidingsnormen naleven. Deze normen zijn berekend op basis van de maximale opvangcapaciteit bepaald in artikel 4 en hebben betrekking op het aantal en de hoedanigheid van het personeel van het opvangtehuis;

7° een huishoudelijk reglement opstellen voor het opvangtehuis op basis van het door het College uitgewerkt model;

8° de door het College bepaalde architecturale normen naleven. Deze normen houden onder meer verband met :

de veiligheid en de hygiëne,

het onderhoud, de verwarming en de verlichting van het gebouw,

de sanitaire voorzieningen,

de oppervlakte en het aantal collectieve en individuele kamers, de verblijfslokalen en de speelzalen;

9° het bestuur uiterlijk tegen 31 mei van het jaar dat volgt op het boekjaar, een activiteitenverslag bezorgen dat is goedgekeurd door de Algemene Vergadering. Het activiteitenverslag moet conform het door het College vastgesteld model zijn;

10° een boekhouding bijhouden per begrotingsjaar op basis van het model van het genormaliseerd boekhoudkundig plan van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 betreffende de jaarrekeningen van de bedrijven;

11° in samenwerking met de diensten of instellingen overeenkomsten opstellen die nodig zijn voor het vervullen van de opdrachten van de opvangtehuizen en die de in nood verkerende begunstigde kunnen helpen;

12° een financiële tegemoetkoming vragen aan de begunstigde naargelang zijn inkomsten en op basis van de door het College vastgestelde modaliteiten;

13° van de instellingen of openbare overheden die een begunstigde aan een opvangtehuis toevertrouwen, een financiële tegemoetkoming eisen volgens de wijze die is vastgesteld door het College;

14° akkoord gaan met de controle en toepassing van dit decreet door de ambtenaren die zijn aangesteld door het bestuur en hen vrij toegang geven tot de lokalen en hen de mogelijkheid bieden ter plaatse de stukken en documenten te raadplegen die zij nodig hebben om hun taak te vervullen;

15° akkoord gaan met de controle van de pedagogische inspectie van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » voor de categorieën 2 en 3 bedoeld in artikel 4.

Art. 4. Een opvangtehuis kan worden erkend voor één of meerdere van de volgende activiteitscategorien :

categorie 1 : opvang van alleenstaande volwassenen

categorie 2 : opvang van alleenstaande volwassenen met kinderen

categorie 3 : opvang van gezinnen

Voor iedere activiteitscategorie wordt bij de erkenning een maximum opvangcapaciteit bepaald.

Art. 5. Het College verleent de erkenning voor een termijn van vijf jaar die hernieuwbaar is.

De erkenning kan worden aangevraagd voor een of meerdere van de in artikel 4 bedoelde categorieën.

Een aanvraag tot wijziging van de erkenning moet worden ingediend voor de wijziging van de capaciteit, van de categorieën of van de lokalen.

De erkenning kan worden ingetrokken als de bepalingen van dit decreet niet langer worden nageleefd.

De vermelding van de erkenning moet worden aangeplakt op een zichtbare plek en moet vermeld zijn op alle documenten, affiches of publicaties van het opvangtehuis. Enkel de opvangtehuizen die zijn erkend overeenkomstig dit decreet mogen de benaming « opvangtehuis » dragen.

Art. 6. De aanvraag tot erkenning of vernieuwing van de erkenning wordt ingediend door de vertegenwoordigers van het opvangtehuis en volgens de modaliteiten die zijn bepaald door het College.

Het College bepaalt de procedure betreffende de toekenning, de weigering, de intrekking en de vernieuwing van de erkenning alsook de procedure voor de wijziging van de erkenning.

HOOFDSTUK IV. — *Subsidie*

Art. 7. §1. Binnen de perken van de beschikbare kredieten verleent het College, overeenkomstig de bepalingen van dit decreet, subsidies aan de erkende opvangtehuizen.

Het bedrag van de subsidie is gekoppeld aan de categorie waarin het tehuis is erkend en aan de toegangsmogelijkheden voor de begunstigden.

§2. De subsidies dienen enerzijds om de bezoldiging van het personeel en de werkingskosten te dekken en anderzijds om de onkosten voor de infrastructuur van het opvangtehuis te dekken volgens de criteria en de wijzen die zijn bepaald door het College.

De personeelkosten bestaan uit de maandelijke lonen, de werkgeversbijdragen, de bedragen voor het betaald verlof, de eindejaarspremie en de premie voor zware inspanningen.

Art. 8. Driemaandelijke voorschotten gelijk aan een vierde van de jaarlijkse subsidie voor de drie eerste kwartalen en gelijk aan een vijfde van de jaarlijkse subsidie voor het laatste kwartaal worden uitbetaald uiterlijk op 15 februari van het lopend jaar voor het eerste kwartaal, 15 mei voor het tweede kwartaal, 15 augustus voor het derde kwartaal en 15 november voor het vierde kwartaal.

Het jaarlijkse saldo wordt betaald uiterlijk op 31 oktober van het kalenderjaar dat volgt op het betrokken boekjaar.

Als de in het eerste en tweede lid bedoelde termijnen zijn verstreken, worden van rechtswege en zonder voorafgaande ingebrekestelling aan de voorschotten of het resterend saldo verwijlinteressen aangerekend aan het tarief van de gemiddelde bankintrest, zoals bepaald door de Nationale Bank.

Art. 9. Het opvangtehuis bezorgt het bestuur uiterlijk op 31 mei van het kalenderjaar dat volgt op het betrokken boekjaar, de balans en de inkomsten- en uitgavenrekening goedgekeurd in de Algemene Vergadering alsook de bewijsstukken aangaande de personeelkosten. Alle andere bewijsstukken voor de controle van het gebruik van de subsidie moeten ter beschikking zijn van het bestuur.

HOOFDSTUK V

Art. 10. Iedere natuurlijk persoon dat, als orgaan of beambte van een rechtspersoon, de benaming « opvangtehuis » gebruikt en dit in overtreding van artikel 5, krijgt een boete van 1.000 frank tot 2.000 frank.

HOOFDSTUK VI. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 11. In afwijking van hoofdstuk III worden de volgende instellingen van rechtswege erkend vanaf de inwerkingtreding van dit decreet voor een tijdelijke duur die eindigt één jaar na de inwerkingtreding van de besluiten genomen in uitvoering van artikelen 3 en 6 :

1° Œuvre de l'hospitalité, Home Baudouin :	categorie 1
2° Armée du Salut, Home Fabiola :	categorie 1
3° Accueil Montfort :	categorie 1, 3
4° Centre de Prévention des Violences Conjugales et Familiales :	categorie 1, 2
5° La Source d'Espoir :	categorie 1, 2, 3
6° Les Petits Riens :	categorie 1
7° L'ilôt 1 :	categorie 1, 2, 3
8° L'ilôt 2 :	categorie 1
9° Le Chant d'Oiseau :	categorie 1, 2
10° Les Trois Pommiers :	categorie 1, 2
11° Armée du Salut, La Maison de la Mère et de L'Enfant :	categorie 2, 1
12° Œuvre de l'hospitalité, Home Victor Du Pré :	categorie 1, 2
13° Chèvrefeuille :	categorie 2, 3

Deze instellingen kunnen, zes maanden voor de beëindiging van deze erkenningsperiode, een aanvraag indienen voor de hernieuwing van de erkenning volgens de voorwaarden en de wijzen bedoeld in hoofdstuk III.

Art. 12. Het decreet van de Franse Gemeenschap van 27 oktober 1994 betreffende de opvangtehuizen voor volwassenen wordt opgeheven.

De uitvoeringsmaatregelen die zijn vastgelegd krachtens het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 27 oktober 1994 betreffende de opvangtehuizen voor volwassenen, blijven in voege totdat ze gewijzigd of opgeheven zullen worden door het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 13. Het College legt de uitvoeringsmaatregelen van dit decreet vast.

Bekrachtigen dit decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 27 mei 1999.

Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, belast met Begroting, Betrekkingen met de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, alsook met Internationale Betrekkingen,

H. HASQUIN

Lid van het College, belast met Bijstand aan Personen,

Ch. PICQUE

Lid van het College, belast met Cultuur, Sport en Toerisme,

D. GOSUIN

Lid van het College, belast met Beroepsopleiding en Permanente Opleiding van de Middenklasse,

E. ANDRE

Lid van het College, belast met Gezondheid, Beroepsomscholing en Bijscholing, Onderwijs, Sociale Promotie, Leerlingenvervoer en Openbaar Ambt,

E. TOMAS

—
Nota

(1) *Gewone zitting 1998-1999.*

Documenten van de Vergadering. — Ontwerpdecreet : doc. 79 (1998-1999) : nr. 1 - Verslag : doc. 54/79 (1998-1999) nr. 2.

Integraal verslag. — Debat en aanneming : zitting van 10 mei 1999.



F. 99 — 1865

[C - 99/31258]

29 AVRIL 1999. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française concernant l'application du décret du 4 mars 1999 organisant l'agrément et le subventionnement des centres de coordination de soins et services à domicile et des services de soins palliatifs et continués

Le Collège,

Vu les articles 128, 138 et 163 de la Constitution.

Vu le décret du 4 mars 1999 organisant l'agrément et le subventionnement des centres de coordination de soins et services à domicile et des services de soins palliatifs et continués;

Vu l'avis de la section « Aide et soins à domicile » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé donné le 11 mars 1999 et le 23 mars 1999;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 mars 1999;

Vu l'accord du membre du Collège chargé du budget donné le 22 mars 1999;

Vu l'urgence motivée par le fait qu'il s'impose de prendre rapidement les mesures nécessaires pour l'exécution du décret du 4 mars 1999, puisque celui-ci est entré en vigueur le 1^{er} avril 1999 et qu'il peut bénéficier à d'autres centres ou services que ceux auxquels s'appliquent les dispositions transitoires contenues à l'art. 45 du décret du 4 mars 1999;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 7 avril 1999, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Membre du Collège compétent pour la politique de santé, après délibération,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Procédure d'agrément*

Section 1. — *Demande d'agrément provisoire*

Article 1^{er}. Pour être recevable, la demande d'agrément provisoire doit être introduite auprès du membre du Collège, accompagnée d'un projet et d'un dossier administratif établis suivant un modèle fourni par l'administration comprenant les éléments suivants :

1° les renseignements relatifs à l'identification du pouvoir organisateur du centre de coordination ou du service, dont au moins le nom des personnes habilitées à représenter le service et :

a) les statuts actualisés publiés au *Moniteur belge*,

b) la liste des membres de l'assemblée générale et du conseil d'administration,

c) le numéro de compte bancaire du centre de coordination ou du service;

2° une note spécifiant de quelle manière il est répondu aux dispositions des articles 3 à 9 ou 25 à 34 du décret et détaillant avec précision la ou les missions assumées par le centre de coordination ou le service ainsi que le relevé des conventions de collaboration visées à l'article 11 du décret;

3° un document précisant le territoire couvert par le centre de coordination ou le service tel que prévu à l'article 6 du décret;

4° un document indiquant la composition de l'équipe, la fonction, la qualification, la formation et la durée des prestations de ses membres, conformément aux articles 13 et 32 du décret;

5° un document mentionnant l'adresse du siège social et du siège d'activité;